

Le Portrait



Christian GAGOU

Christian, 48 ans, a adhéré à la Section PCF du Pays de Brest il y a 3 ans. Vivant à Landerneau et travaillant à Brest dans une entreprise de réparation navale, Christian est un camarade avec qui on aime échanger, tant sa nature chaleureuse et franche inspire la sympathie.

Un peu de nostalgie pour Christian, en ce 11 octobre,

de voir la Jeanne, ce monument de la Marine construit à l'arsenal de Brest, partir à la déconstruction, lui qui a fait partie de son équipage... Son Bac F1 de construction mécanique décroché en 1986, Christian s'engage dans la Marine comme mécanicien. Ses trois premières années dans la Royale, il les passe sur la Jeanne, ce qui lui permet de faire une fois et demie le tour du monde ! A 20 ans, qui ne serait pas attiré par la découverte de nouveaux horizons, cultures, populations ? Mais ce qui caractérise avant tout Christian, c'est d'être au cœur de ce qui se vit au local, dans le respect de l'autre, de sa culture, sa civilisation, et c'est toujours en ce sens qu'il aborde et vit ses escales.

Par la suite, Christian travaille à bord des sous-marins et au terme de 15 ans de Marine, intègre le privé, toujours dans le secteur de la navale. Un travail qui le passionne et lui offre parfois de belles opportunités - dues à ses compétences reconnues en mécanique navale - comme celle d'effectuer, il y a 2 ans, deux missions à Lausanne, sur des bateaux à vapeur...

Dans 6 ans, Christian espère faire valoir ses droits à la retraite, si une nouvelle loi ne vient pas d'ici là remettre en cause le dispositif de départ anticipé amiante... En attendant, Christian et son épouse se consacrent à leurs 2 garçons, âgés de 18 et 21 ans, afin de les aider dans la poursuite de leurs études.

Son attachement, son goût pour le terrain, on le retrouve chez Christian dans son engagement associatif, qu'il soit caritatif au sein d'ATD-Quart-Monde, ou culturel en participant au Festival Kann Al Loar et sa fête du port, où Christian aime s'occuper de l'accueil des bateaux - ce n'est pas une surprise pour ce passionné de voile ! -, ou en participant au carnaval de la lune étoilée, manifestation là encore solidaire chaque année d'une association caritative.

Christian, né à Morlaix, aîné d'une famille de 4 enfants, a passé son enfance à Carantec. S'il est issu d'un milieu ouvrier, c'est par son parcours de vie qu'il s'est forgé ses propres convictions. Dans son engagement politique aussi, Christian est persuadé que le retour à une politique de terrain est essentielle face à la montée du populisme, à la crise de confiance des citoyens envers le politique. Lors des dernières municipales à Landerneau, Christian, "parrainé" par Jean Chevalier, a choisi de se porter candidat sur la liste d'union PS - PCF, là où le dialogue entre partenaires a été réel, constructif et où plusieurs propositions communistes ont été intégrées au programme. Certes, le résultat souhaité n'a pas été au rendez-vous mais Christian ne baisse pas les bras pour autant. Il continue de suivre de près l'activité municipale, tout en continuant à être attentif à ce qui se passe, se vit sur ... le terrain, bien sûr !

Billet d'Humeur !

Réaction de Gaëlle ABILY,
Membre du Haut Conseil à l'Égalité
Femmes / Hommes

aux propos d'Emmanuel Macron :
« Les salariées de Gad sont pour
beaucoup illettrées »



« Monsieur le Ministre, ces ouvrières sont dignes et fières... et notre rôle est de trouver des solutions, pas de les stigmatiser !

Ni erreur de jeunesse, ni maladresse, cette phrase du Ministre de l'économie illustre simplement le sexisme ordinaire. La réalité des salariées des entreprises de l'agroalimentaire est précaire, le modèle productiviste français a très certainement vécu. C'est indéniable, mais à qui incombe cette responsabilité ? Certainement pas aux salarié-es.

Ce n'est pas l'illettrisme qui est la cause des difficultés des femmes et des hommes salarié-es, de l'entreprise Gad. La fermeture de l'usine de Lampaul-Guillmillau et les annonces récentes quant aux sites Morbihannais sont le résultat de choix politiques et économiques ultra-libéraux qui opposent les salariés de l'agro-alimentaire entre eux, qui exacerbent la concurrence entre les entreprises de l'agro-alimentaire européen au détriment des salarié-es et des territoires concernés.

Ce n'est pas d'excuses dont ont besoin les femmes, mais de réponses précises à leur situation. C'est pour cela que nous sommes élu/es. La question, c'est comment changer cette sombre réalité comment outiller les salariés peu qualifiés, les chômeurs et les précaires pour qu'ils puissent se remobiliser professionnellement et faire face à la nécessaire mutation de nos territoires.

Que de mépris pour ces femmes qui ont cru en leur entreprise, qui se sont levées très tôt pour obtenir leur salaire, qui ont dû bien souvent assurer l'organisation familiale et parfois leurs parents âgés, qui sont des actrices de la vie de leur cité et qui ont été en première ligne du combat syndical pour sauver leur entreprise. Oui, Monsieur le Ministre, ces ouvrières sont dignes et fières...

Les paroles peuvent être dévastatrices et alimenter les pires comportements de rejet, repli, racisme et sexisme. Et pourtant en Bretagne des collectivités territoriales mènent des politiques publiques plus justes pour les femmes et les hommes, parce qu'il s'agit bien ici d'égalité, de justice sociale et de choix politiques. Monsieur Emmanuel Macron travaillez vos représentations. En Bretagne, nous ne renonçons ni à l'ambition publique, ni à traduire dans les faits l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Abonnement

ECHANGES & INITIATIVES :
Abonnez-vous !

Journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 € - Abonnement : 3,00 €

Nom, Prénom :

Adresse :

Bulletin à retourner à : Elus communistes du Pays de Brest
22 Bis rue Bruat - 29200 BREST

Rédaction, Administration, Publicité :
Groupe des Elus Communistes
du Pays de Brest
22 bis rue Bruat - 29200 BREST
Tél : 02.98.43.05.41 - Fax : 02.98.44.38.84
E-Mail : elus-communistes@org-brest.fr
Directrice de la Publication :
Gaëlle ABILY
Journal imprimé sur papier recyclé 115g/m²
IMPRIMERIE - SERIGRAPHIE CERID
31 rue Frédéric Chopin - BP 52532 - 29225 BREST CEDEX 2
Périodicité : journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 €
Abonnement : 3,00 €

SEPTEMBRE / OCTOBRE 2014

Numéro 87

Echanges & Initiatives

Journal d'information édité par les élus communistes du Pays de Brest

N° C.P.P.A.P : 1215 P 11338 - N° I.S.S.N : 1297-790X



Mardi 30 septembre 2014, à Brest : manifestation des retraités, à l'appel de 7 organisations syndicales (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, Fédération générale des retraités de la Fonction publique) et 2 associations (UNRPA et LSR), pour réclamer la revalorisation de leurs pensions et dénoncer une accumulation de mesures impactant leur pouvoir d'achat.

Dispensé de timbrage

BREST CTC

Echanges & Initiatives

22 bis rue Bruat
29200 - BREST



DEPOSÉE LE 17/10/2014

Sommaire

Page 1 :

- Photo : manifestation des retraités le 30/09/2014
- Edito : Jacqueline HERE

Pages 2 - 3 :

- Côté rentrée des élu-es
- Le Dossier : la mémoire, un magasin du futur pour construire notre avenir

• L'interview :
Claude BELLEC

Page 4 :

- Le Portrait :
Christian GAGOU
- Billet d'Humeur :
Gaëlle ABILY

Edito

Jacqueline HERE



Adjointe au Maire de Brest
en charge du quartier
de Bellevue

Une rentrée difficile et peu d'espoir de changement...

La crise a bon dos, le gouvernement dit « socialiste » a fait le choix de défaire ce pourquoi les électeurs de ce pays l'avait élu. Deux ans que nous avons bien du mal à faire la différence entre ce gouvernement et celui de Sarkozy...

La réalité est là : deux ans que les riches sont de plus en plus riches, que les classes moyennes sont de plus en plus sollicitées financièrement et que les pauvres sont de plus en plus pauvres. Ce ne sont pas les quelques « mesurette » proposées par le gouvernement, telle la prime de 40 € proposée aux retraités, qui vont aider à la croissance. Les gens consomment de moins en moins, les petites entreprises se trouvent en difficulté, et pendant ce temps-là, le MEDEF se réjouit, il applaudit Valls...

Cette politique a un impact important dans notre région, les entreprises de l'agroalimentaire licencient, le nombre de personnes ayant besoin de l'aide alimentaire augmente fortement.

Dans le même temps, le sort de nos collectivités est en jeu : avec des dotations de l'Etat en baisse, le gouvernement met à mal la capacité des villes à répondre aux besoins sociaux urgents (école, logement...). Les collectivités sont garantes d'un service public de qualité. Ne donnons pas le champ libre aux logiques de profit en confiant une partie de nos services au privé. Ne faisons pas non plus de nos agents une variable d'ajustement.

Elu-es communistes, nous saurons rester vigilants et exigeants. Pour ce mandat, nous portons l'exigence de poursuivre la modération de la pression fiscale sur les ménages et maintenir la qualité du service public rendu. Notre action politique, nous la mènerons en lien avec la population, pour répondre le mieux possible à ses attentes et ses besoins. La politique est pour nous, avant tout, un engagement, une volonté d'être utiles.

Côté rentrée des élu-es



Les élu-es communistes et de progrès de la Ville de Brest et de Brest métropole océane ont tenu leur conférence de presse de rentrée le 1^{er} octobre dernier, rappelant que ce début de mandat s'inscrit dans une période difficile, d'abord pour la population.

Les annonces gouvernementales ne répondent pas aux difficultés quotidiennes des gens : pouvoir d'achat, retraites, protection sociale, imposition, la politique d'austérité produit de l'exclusion, sans ouvrir de perspectives pour le plus grand nombre. Par contre, les exonérations fiscales et sociales perdurent pour une minorité d'autres. Pourtant les attentes des habitants n'ont jamais été aussi denses, c'est pour cette raison qu'à Brest aux dernières municipales, le PCF a fait le choix du rassemblement à gauche : pour les gens, pour être efficaces et continuer à mener des politiques publiques au service de la population.

Un début de mandat difficile aussi pour les collectivités dans leur ensemble. Après la cure d'austérité imposée par la droite, se rajoutent



11 milliards d'euros de ponction sur les dotations de l'Etat d'ici 2017. Si on rajoute les transferts ce sera autour de 20 milliards de pertes. Pour 2014, à Bmo, la perte en DGF se chiffre à plus de 3 millions d'euros et pour la Ville de Brest, à près d'1 million d'euros. Malgré tout, ces dernières parviennent à consolider leurs équilibres financiers et à soutenir l'investissement pour la réalisation de projets d'envergure afin de répondre aux nouvelles aspirations légitimes qui émergent. L'ouverture de l'Arena, l'engagement des travaux aux Capucins, après le tramway, les projets d'investissement numériques... démontrent que les investissements publics sont utiles à la population et aux territoires.



Inquiétudes aussi sur le projet de réforme territoriale qui tourne le dos à la décentralisation. S'il faut réformer, cela ne peut se faire contre l'action publique, ni contre la démocratie locale. Une autre réforme est nécessaire.

Dans ce mandat, les élu-es communistes seront exigeants sur la poursuite et le maintien des politiques publiques, exigeants à gauche pour dire ce qui ne va pas, dire ce qui va bien, et surtout identifier les points d'appuis pour faire bouger dans le bon sens. Ne voulant pas renoncer, ni céder à l'idée « qu'on ne pourrait faire autrement », au motif que l'argent se fait rare, c'est donc plus déterminés que jamais qu'ils sont engagés à relever deux enjeux : porter une vraie ambition publique pour les populations et porter avec elles la démocratie au cœur des politiques publiques.



« Pour » les populations de notre territoire, une vraie ambition publique :

Les élu-es sont en charge de politiques publiques de proximité, du quotidien de la population. L'action publique, c'est d'abord la garantie de l'efficacité pour tous, qu'elle soit économique ou sociale. La réponse aux besoins de toutes et tous, c'est ce qui anime les élu-es communistes depuis toujours. A travers leurs délégations, nouvelles pour certains, ou dans la poursuite du travail engagé pour d'autres, ils déploient toute leur énergie à mettre en œuvre une action publique forte et originale au plein service des habitants, à construire une ville où solidarité, mixité sociale et dynamisme se conjuguent avec aménagements, services publics de qualité et projets ambitieux pour le rayonnement de l'agglomération.



« Avec » les populations de notre territoire, la démocratie au cœur des politiques publiques :

Dans cette période de difficultés sociales et de souffrances, les élu-es veulent créer des lieux de partage, de débat, de toute la gauche avec l'ensemble de la population. Ils souhaitent contribuer à ce que le projet de la majorité municipale et communautaire amène des réponses de progrès aux besoins de la population. Et dans le contexte actuel de réduction des dépenses publiques, il leur semble donc urgent et nécessaire de remettre choix, arbitrages politiques et débats auxquels ils devront faire face, entre les citoyens.

Le Dossier : " la mémoire, un magasin du futur pour construire notre avenir* "

* termes empruntés à Francis Eustache, neuropsychologue

Cette année, les Journées Européennes du Patrimoine se sont déroulées conjointement avec la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, les 70 ans de la Libération de Brest, et les 50 ans du jumelage entre Brest et Kiel, ville d'Allemagne.

L'enjeu pour Brest est de commémorer ces anniversaires particuliers, pour d'abord se souvenir, pour ne pas oublier les horreurs liées à la guerre, les traumatismes que cela entraîna.

14-18 sacrifiés des générations entières d'hommes et de femmes. Il s'agit bien de se souvenir pour mieux comprendre et décrypter la période contemporaine, pour continuer à donner vie au « plus jamais ça ». Brest et sa région ont payé un lourd tribut lors des deux conflits mondiaux.

Le 70^{ème} anniversaire de la Libération de Brest commémore tout particulièrement le 19 septembre 1944 - jour où le Major Middleton remit les clés de la Ville à Jules Lullien, Président par intérim de la délégation spéciale qui administrait la cité - et rend hommage à la Résistance qui fût très active à Brest en participant à nombre de sabotages à l'arsenal, au port de commerce, à la gare. N'oublions pas que Brest fait partie de ces 18 villes et villages médaillés de la Résistance française.

Cet hommage à la Résistance et au programme du Conseil National de la Résistance, ce devoir de mémoire, cette transmission aux jeunes générations d'un passé qui leur appartient, nous nous attachons chaque année, à les perpétuer, par notre présence à ces cérémonies commémoratives au cours desquelles nous déposons une gerbe :



Jardin des 19 Fusillés : Gaëlle Abily, Jacqueline Here, Claude Bellec, aux côtés du Maire de Brest et du Président de la ville de Kiel

à la mémoire des 19 Brestois fusillés au Mont-Valérien, le 17 septembre 1943, tous résistants communistes, au Jardin de la rue Georges Mélou, au Guelmeur ; à la mémoire des trois camarades résistants fusillés, le 18 août 1944, rue Coat-ar-Guéven.

Les Journées Européennes du Patrimoine constituent un des temps forts de la politique du patrimoine développée par la Ville de Brest depuis plusieurs années. Elle se conjugue avec le choix de candidater au Label Ville d'art et d'Histoire. Cette politique culturelle patrimoniale se veut tournée vers l'avenir, comme le disait Aimé Césaire : « la voix la plus courte pour aller vers l'avenir est celle qui passe toujours par l'approfondissement du passé ».

L'enjeu de ces propositions culturelles est de nous inviter à se souvenir du passé pour mieux éclairer l'avenir, faire appel à l'imaginaire, à la création pour mieux inventer la ville de demain. De rendez-vous patrimoniaux en balades urbaines, le succès ne se dément pas. Les Brestoises répondent nombreux aux invitations à découvrir les richesses du patrimoine de la cité du Ponant, qu'il soit culturel, artistique, architectural, naturel, ou maritime.

La célébration du cinquantenaire du jumelage entre Brest et Kiel s'est accompagnée de la présence dans notre ville, d'une délégation d'élus dont le Maire de Kiel et le Président de la ville. En juin dernier, une délégation brestoise dont faisait partie Gaëlle Abily, avait été reçue en Allemagne, lors des fêtes maritimes de Kiel. A cette occasion, une déambulation dans les rues de Kiel nous a permis de découvrir une œuvre d'art, installée au cœur de la ville, dans un

combatte la Royal Navy. Compte tenu de la mutinerie de plusieurs équipages, le commandement ordonne le retour de la III^{ème} escadre à Kiel, où les ouvriers prennent aussitôt fait et cause pour les marins. Partis de Kiel, les troubles révolutionnaires marquent le début de la Révolution allemande de 1918-1919, avec pour conséquence immédiate la chute de la monarchie et la proclamation de la République.

Cette œuvre de Hans-Jurgen Breustes, appelée « Wik », représente le symbole de l'insurrection des matelots de l'Empire à la fin de la Première Guerre mondiale qui refusèrent d'appareiller pour



Lors des journées du patrimoine, une cinquantaine d'habitants de Bellevue et d'ailleurs ont découvert les rives de Penfeld, grâce à la balade commentée organisée par le Conseil du quartier et la mairie de Bellevue.

Cette balade a duré près de trois heures et comportait plusieurs étapes sur des sites témoins de l'histoire ancienne ou plus récente du quartier : l'anse Saupin en passant par l'île Factice, la stèle de Chateaubriand, les ruines du manoir Riou-Kerhallet (maison des corsaires), la passerelle rouge, la fresque de Nazeem, la passerelle des pupilles, la chapelle Saint-Guénoles, pour finir par un chêne remarquable.

Un excellent travail à faire découvrir à d'autres publics et notamment aux écoles du quartier.

Cette œuvre rappelle que la démocratie allemande est partie de Kiel, rend hommage à la révolte des marins et ouvriers, et rappelle que lorsque la volonté politique est au rendez-vous, il est possible de « soulever des montagnes ». « Wik » fut installée en 1982 à Kiel à l'issue de cinq années de débats politiques entre les conservateurs et les démocrates, les conservateurs s'opposant à son installation dans l'espace public.



Gaëlle Abily à Kiel devant « Wik »

L'interview



Claude BELLEC

Conseillère municipale de Brest, déléguée aux associations du secteur social et au droit au logement opposable, Claude est également conseillère communautaire à Brest métropole océane, déléguée au logement social. Elle revient pour nous sur le Congrès de l'Union Sociale de l'Habitat (USH) auquel elle a participé du 23 au 25 septembre 2014.

Claude, quelle analyse tires-tu de ce congrès ?

Un constat prédomine : il n'y a pas de territoires avec des difficultés et d'autres sans. Partout le nombre de demandeurs augmente, leurs revenus sont de plus en plus contraints et la part réservée au logement de plus en plus lourde. Ce congrès a bien cerné les préoccupations des responsables du logement social dans leurs collectivités : le coût du foncier et les loyers des logements neufs qui sont un frein à l'accès au logement pour de plus en plus de personnes. A nos offices donc, de prendre en compte cette réalité dans les programmes futurs.

Placé sur fond de réforme territoriale, ce congrès a-t-il suscité des réactions ?

Beaucoup d'inquiétudes se sont exprimées, à commencer par l'objectif même de cette réforme qui ne vise pas à rendre les territoires plus efficaces, mais à réduire l'investissement public dans le pays et donc l'intervention publique. Sur la question majeure de l'accès au logement pour tous, du logement comme un facteur de cohésion sociale, l'Etat est et doit rester le seul garant de la solidarité nationale. Il ne peut donc y avoir de politique du logement sans un engagement fort, national, avec les moyens financiers de l'Etat à la hauteur des enjeux, les territoires pouvant ainsi mettre en œuvre leur politique dans de bonnes conditions. Dans un pays à ce point fragilisé, il est important de ne pas affaiblir l'Etat. A l'échelle locale, Brest Métropole Habitat héberge des locataires de plus en plus précaires, car la crise du logement est toujours aussi prégnante, et le besoin de logements sociaux et très sociaux toujours aussi grand. Nous produisons, nous rénouvons, nous faisons mieux en matière de justice sociale... sans moyens supplémentaires de l'Etat.

Et la place du citoyen dans tout ça ?

Dans un pays, un continent, où les populismes montent à ce point, où le sentiment que les politiques n'ont plus de maîtrise sur le cours des choses et sont impuissants, où on a renvoyé vers des structures supranationales, supra-communales un certain nombre de choses éloignant le citoyen de la décision publique, il ne faut pas s'étonner de voir le Front National monter comme il monte et une partie des citoyens se détourner de la chose publique, considérant, soit qu'elle est inefficace soit qu'ils n'ont plus prise sur elle. La proximité des élus avec la population et le contrôle réel que celle-ci peut opérer, sont le gage d'une meilleure adéquation entre les besoins et les projets portés par et pour les territoires. Seule une véritable réforme permettant à nos collectivités de mettre en place une réelle politique de proximité avec les citoyens peut répondre au besoin de démocratie dont notre pays manque aujourd'hui plus que jamais.